

L'industrie agroalimentaire

Un puissant levier de développement économique pour le Québec

Un partenariat entre

Président
Raymond Bachand

Directrice
Mia Homsy

Directeur de la recherche
Robert Gagné

L'industrie agroalimentaire : un puissant levier de développement économique pour le Québec

Pedro Antunes, Mia Homsy, Lois Mainville et Sonny Scarfone

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.



Un partenariat entre



HEC MONTRÉAL

Institut du Québec
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
institutduquebec.ca
[@InstitutduQC](https://www.instagram.com/InstitutduQC)

Pour citer le rapport : Antunes, Pedro, Mia Homsy, Lois Mainville et Sonny Scarfone. *L'industrie agroalimentaire : un puissant levier de développement économique pour le Québec*, Montréal, Institut du Québec, 2015.

© Institut du Québec, un partenariat entre Le Conference Board du Canada et HEC Montréal, 2015
Publié au Canada | Tous droits réservés | Entente n° 40063028 | *Constituée en société sous le nom d'AERIC Inc.

Ce document est disponible sur demande dans un format accessible aux personnes ayant une déficience visuelle.

Agent d'accessibilité, Le Conference Board du Canada
Tél. : 613-526-3280 ou 1-866-711-2262 Courriel : accessibility@conferenceboard.ca

^{MD} Le Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc. Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placement, de comptabilité, de droit ou de fiscalité.

TABLE DES MATIÈRES

i	RÉSUMÉ
iii	Incidence économique de l'industrie agroalimentaire québécoise
1	L'industrie agroalimentaire : un puissant levier de développement économique pour le Québec
1	Introduction
3	Définitions
4	Portrait de l'industrie agroalimentaire québécoise
21	Évaluation de l'empreinte économique de l'industrie agroalimentaire
31	Conclusion
33	Annexe A
33	Données sur l'empreinte économique

RÉSUMÉ

L'industrie agroalimentaire : un puissant levier de développement économique pour le Québec

Aperçu

- L'industrie agroalimentaire québécoise fait bien plus que nourrir les Québécois; elle a une incidence économique sur presque tous les secteurs industriels, principalement les secteurs manufacturier, du transport, et du commerce, ce qui en fait un puissant levier de développement économique pour le Québec.
- En 2013, l'empreinte économique de l'industrie agroalimentaire québécoise équivalait à 34,3 G\$ du PIB aux prix du marché et le nombre d'emplois soutenus dans l'économie s'élevait à près de 503 500 dans toutes les régions du Québec. Ainsi, en 2013, l'incidence économique de l'industrie agroalimentaire représentait 9,4 % du PIB total du Québec et 12,5 % de l'emploi total.
- Le niveau global d'activité économique s'est traduit par des revenus personnels de 19,5 G\$ et des bénéfices des sociétés de 13,1 G\$ en 2013.
- Les recettes fiscales globales perçues au titre de cette activité se chiffraient à 13,2 G\$, ce qui comprend des impôts indirects et les impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers aux paliers provincial et fédéral.

L'industrie agroalimentaire est très présente au Québec. L'apport économique du secteur agricole est considérable, notamment par sa contribution au produit intérieur brut (PIB), à l'emploi dans toutes les régions du Québec et aux revenus qui lui sont directement attribués. Par ailleurs, les répercussions économiques globales de l'activité agricole vont bien au-delà du secteur de l'agriculture lui-même. Dans son ensemble, l'industrie agroalimentaire québécoise fait bien plus que nourrir les Québécois (et des gens d'autres nationalités par l'entremise des exportations); elle a une incidence économique sur presque tous les secteurs industriels, principalement les secteurs manufacturier, du transport, et du commerce. Cette incidence économique sur toute la chaîne de valeur fait de l'industrie agroalimentaire un puissant levier de développement économique pour le Québec.

Le nombre d'emplois directement liés à l'agriculture est passé au Québec de 51 200 en 2004 à 55 800 en 2014, soit une augmentation de près de 9 %. Même si la tendance a généralement été au point mort sur l'ensemble de l'horizon temporel et que les gains enregistrés ne sont pas en voie de se reproduire à court terme, ces chiffres se comparent tout de même favorablement à la tendance observée au Canada, où 6,3 % des emplois agricoles hors Québec ont été perdus. Malgré une diminution de 9 % de l'emploi du côté de la transformation agroalimentaire, ces pertes se comparent avantageusement à celles de la fabrication totale au Québec, qui a vu pour sa part disparaître 24 % de ses emplois.

La transformation agroalimentaire occupe une place centrale dans la structure agroalimentaire du Québec. Ce maillon achète 70 % de la production agricole québécoise et représente environ 80 % des

Le taux de croissance réel des exportations a même atteint 6,1 % à la suite de la récession.

exportations internationales agroalimentaires du Québec. D'ailleurs, au cours de la dernière décennie, la fabrication d'aliments s'est distinguée par sa performance enviable sur le plan de la croissance de la productivité. De plus, les exportations liées à la fabrication d'aliments ont connu un meilleur rendement que l'ensemble de celles liées à la fabrication au Québec. Le taux de croissance réel des exportations a même atteint 6,1 % à la suite de la récession.

L'industrie agroalimentaire a deux vecteurs de croissance potentiels : les marchés locaux québécois et canadiens, et les marchés internationaux. L'analyse des perspectives de l'alimentation sur le marché local, tant à l'égard des composantes démographiques que de la croissance potentielle des revenus, démontre que pour croître, l'industrie agroalimentaire québécoise devra principalement prendre de l'expansion à l'échelle internationale.

Incidence économique de l'industrie agroalimentaire québécoise

En 2013, l'empreinte économique globale de l'industrie agroalimentaire au Québec, c'est-à-dire ses retombées directes, indirectes et induites sur l'économie locale, représentait 34,3 G\$ du PIB et soutenait près de 503 500 emplois dans toutes les régions du Québec, incluant la région métropolitaine et la région de la Capitale Nationale. Ainsi, en 2013, l'incidence économique de l'industrie agroalimentaire représentait 9,4 % du PIB total du Québec et 12,5 % de l'emploi total.

Le niveau global d'activité économique s'est traduit par des revenus personnels (en grande partie les salaires versés aux employés) de 19,5 G\$ et des bénéfices des sociétés (la somme des profits des entreprises) de 13,1 G\$ en 2013.

De plus, les recettes fiscales globales perçues au titre de cette activité se chiffraient à 13,2 G\$, ce qui comprend des impôts indirects (soit

les taxes de vente) et les impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers aux niveaux provincial et fédéral.

Dans un monde où les frontières sont en voie d'extinction, l'industrie agroalimentaire québécoise est confrontée à des risques, mais peut également profiter d'importantes occasions de croissance. Dans toutes les économies développées, la mondialisation a frappé de plein fouet certains secteurs de la fabrication, mais le secteur de la production de nourriture a fait preuve d'une forte résilience. Les récents accords de libre-échange ainsi que les opportunités reliées à la forte croissance économique des pays émergents offrent à l'industrie agroalimentaire du Québec des débouchés très prometteurs, ce qui pourrait générer des retombées économiques importantes pour tout le Québec.

D'après les simulations économiques effectuées dans le cadre du présent rapport, une augmentation permanente de 100 M\$ des exportations agroalimentaires du Québec entraînerait une hausse du PIB de 100 M\$, créerait plus de 1 000 emplois supplémentaires, et permettrait aux gouvernements d'accroître leurs recettes de 28,4 M\$ (soit 13,2 M\$ au palier provincial et 15,2 M\$ au palier fédéral).

L'industrie agroalimentaire : un puissant levier de développement économique pour le Québec

Introduction

Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture comprend quatre grands segments : la production agricole et la pêche, la transformation ou la fabrication des aliments et boissons, ainsi que le commerce de gros et de détail et la restauration. Le climat, la géographie, la qualité des sols, l'expertise et l'innovation du Québec lui ont permis de devenir un acteur important du secteur agricole à l'échelle mondiale.

Il est établi que le secteur agroalimentaire représente une part importante du produit intérieur brut (PIB) québécois. Mais qu'en est-il exactement de la contribution totale de ce secteur à la prospérité du Québec? C'est à cette question que l'Institut du Québec (IdQ) se propose de répondre.

Le présent rapport se divise en deux principales sections :

- La section « Portrait de l'industrie agroalimentaire québécoise » présente l'historique, la situation actuelle et les perspectives d'avenir.
 - Elle fait un bref retour sur les marchés agricoles clés du Québec;
 - Elle examine la performance économique récente de la production agricole et de la fabrication d'aliments et de boissons;
 - Elle fournit une estimation de l'apport économique de ces industries;
 - Elle analyse les opportunités et les défis locaux et internationaux de l'industrie agroalimentaire québécoise.
- La section « Évaluation de l'empreinte économique du secteur agroalimentaire » tient compte de l'ensemble des activités directes, indirectes (sur la chaîne d'approvisionnement) et induites.
 - Elle traite des retombées économiques générées par les dépenses de consommation de denrées alimentaires et celles des exportations de produits agroalimentaires sur le PIB, l'emploi, les revenus du gouvernement et d'autres indicateurs économiques grâce aux modèles macroéconomiques de l'économie du Québec;
 - Elle illustre l'impact d'une variation des exportations de denrées alimentaires sur le PIB, la création d'emplois et les recettes fiscales déterminées au moyen de multiplicateurs économiques.

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : Le PIB sert à mesurer la production dans une région, pendant une durée déterminée. Bien qu'il existe diverses méthodes pour calculer le PIB, le concept de valeur ajoutée constitue probablement la méthode la plus intuitive.

Valeur ajoutée : On établit la valeur ajoutée (ou production nette) dans chaque secteur d'activité en calculant la différence entre les recettes totales et la somme des dépenses consacrées aux pièces, aux matériaux et aux services dans le cadre du processus de production. On obtiendra le PIB d'une région donnée en faisant le total de la valeur ajoutée dans tous les secteurs d'activité de cette région.

Empreinte (ou incidence) économique : La contribution globale d'un secteur ou d'une industrie à l'activité économique nationale. Elle comprend les retombées directes, indirectes et induites qui sont décrites ci-dessous.

Retombées directes : Les retombées directes mesurent la valeur ajoutée à l'économie par le secteur agroalimentaire qui est directement attribuable à la main-d'œuvre, aux salaires gagnés et aux revenus des sociétés du secteur.

Retombées indirectes : Les retombées indirectes mesurent la valeur ajoutée que les sociétés à l'origine des retombées directes créent dans l'économie par la demande d'intrants intermédiaires ou d'autres services de soutien. Ces achats de biens et services auprès de fournisseurs constituent en fait la chaîne d'approvisionnement.

Retombées induites : Les retombées induites se produisent lorsque les employés des secteurs susmentionnés dépensent leurs gains, et les propriétaires d'entreprise, leurs bénéfices. Ces achats se traduisent par une augmentation des emplois, des salaires, des revenus et des recettes fiscales, et les retombées peuvent se faire ressentir dans un large éventail de secteurs d'activités.

Multiplicateur économique : Le multiplicateur économique d'un secteur d'activité donné correspond au rapport entre l'incidence globale de ce secteur sur l'économie et l'activité économique qu'il engendre.

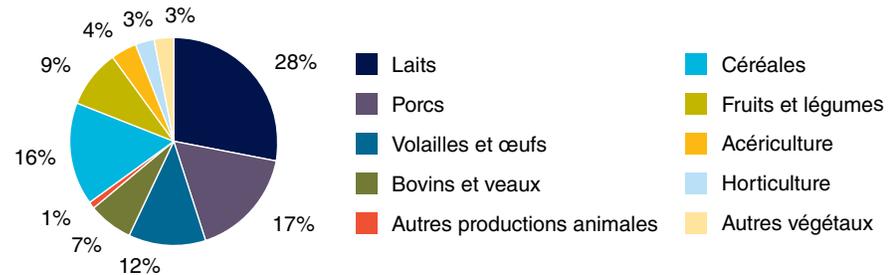
Portrait de l'industrie agroalimentaire québécoise

Principales denrées et perspectives de croissance

Production animale

L'agriculture québécoise a historiquement été tributaire des revenus liés à la production animale. En 2013, ce secteur comptait pour 65 % des revenus monétaires provenant du marché, soit 5,1 G\$ sur 7,8 G\$ (voir graphique 1). Son importance relative a toutefois diminué depuis le début des années 1970, alors que 87 % des revenus agricoles provenaient de la production animale.

Graphique 1
Proportion des revenus agricoles au Québec
(%)



Source : Statistique Canada.

La production laitière représente 28 % des recettes monétaires du marché, et près de 44 % de celles de la production animale en 2013, pour une valeur de 2,2 G\$.

Les productions sous gestion de l'offre représentent près de 40 % des recettes monétaires provenant du marché.

La production laitière représente 28 % des recettes monétaires du marché, et près de 44 % de celles de la production animale en 2013, pour une valeur de 2,2 G\$.

Les autres productions sous gestion de l'offre, les volailles et les œufs génèrent pour leur part 12 % des recettes monétaires, avec une valeur de 900 M\$. Une importante part de la croissance potentielle de ces productions dépend donc de l'accroissement de la demande intérieure au Canada, étant donné les limites à l'exportation sur le marché international.

Le porc, dont les revenus du marché totalisaient 1,3 G\$ en 2013, a historiquement représenté environ un quart des revenus du secteur des productions animales. Ce secteur a maintenu une croissance positive au cours des dix dernières années. Plus récemment, une grave maladie porcine qui a décimé de nombreux troupeaux aux États-Unis, mais qui a largement épargné les troupeaux du Québec et du Canada a permis aux producteurs locaux de bénéficier de prix plus élevés en temps de pénurie relative sur les marchés nord-américains.

Les ventes des bovins et veaux ont procuré 511 M\$ de recettes monétaires au secteur agricole québécois. Il s'agit d'un revenu relativement stable depuis trois années.

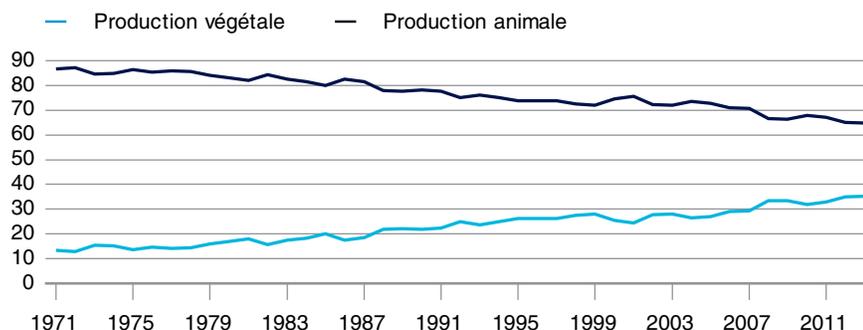
Production végétale

Les meilleurs prix des céréales et des oléagineux permettent à la production végétale d'augmenter sa part dans les recettes monétaires du marché.

À l'opposé du ralentissement de la croissance de la production animale, la production végétale a connu une expansion, augmentant ainsi sa part relative dans les recettes monétaires provenant du marché (voir graphique 2).

Les agriculteurs québécois pourront profiter des débouchés occasionnés par le fait que la Chine et l'Union européenne importent respectivement 80 % et 90 % de leur consommation interne de maïs.

Graphique 2
Proportion des revenus agricoles au Québec
(%, 2013)



Source : Statistique Canada.

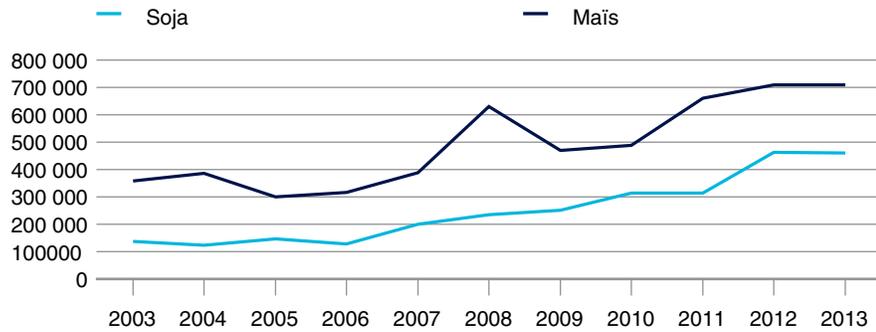
La vente des céréales et des oléagineux a généré 1,27 G\$ de recettes monétaires du marché en 2013. Le maïs a historiquement représenté plus de 20 % des recettes monétaires tirées de la production végétale. En 2013, ces recettes s'élevaient à 710 M\$. Au cours des dix dernières années, les recettes monétaires du maïs ont connu une croissance réelle d'environ 7 % annuellement. Selon les perspectives mondiales à long terme du département de l'Agriculture des États-Unis, le commerce mondial de cette culture devrait s'accroître de façon prononcée. Par ailleurs, les agriculteurs québécois pourront profiter des débouchés occasionnés par le fait que la Chine et l'Union européenne importent respectivement 80 % et 90 % de leur consommation interne de maïs.

Le soja, une autre importante culture du Québec, a crû en moyenne de 12 % en termes réels par année depuis 2003 et compte maintenant pour plus de 16 % des recettes monétaires de la production végétale. Ses recettes se sont élevées à 460 M\$ en 2013 (voir graphique 3).

Graphique 3

Valeur de la production du soja et du maïs au Québec

(milliers \$ de 2013)



Source : Statistique Canada.

Ces dernières années, plusieurs céréales et oléagineux ont offert de meilleurs rendements sur le plan des volumes de production par hectare. Parallèlement, la croissance de la demande mondiale et les conditions de sécheresse observées à plusieurs endroits dans le monde ont fait augmenter les prix de bon nombre de grains (céréales et oléagineux) tout au long de la dernière décennie. Cela a permis aux revenus obtenus de la production végétale de connaître une croissance annuelle réelle de près de 5 % au Québec depuis 2003. Étant donné que les revenus de la production animale n'ont crû qu'à un rythme annuel de 1,6 % au cours de cette période, il n'est pas étonnant de constater que 35 % des recettes monétaires du marché proviennent maintenant de la production végétale, comparativement à tout juste plus de 10 % il y a 40 ans. Cependant, les récentes récoltes abondantes à l'échelle mondiale ont ramené les prix au niveau de ce qu'ils étaient avant leur flambée occasionnée, à compter de 2010, par de mauvais rendements à l'hectare dans certains importants pays producteurs. Bien que les prix demeurent supérieurs à leur tendance historique, l'ouverture des marchés internationaux pourrait toutefois contribuer à limiter les hausses de prix à plus long terme, étant donné la compétition féroce que se livreront de gros joueurs tels que la Russie, l'Ukraine, et le Brésil, entre autres.

Tableau 1

Part des recettes provenant de la production végétale au Québec

(2013)

Produits	%
Céréales	46,2
Maïs	25,9
Soya	16,9
Autres céréales	3,4
Légumes	15,2
Floriculture et pépinières	8,5
Produits d'érable	12,5
Pommes de terre	4,8
Fruits et petits fruits	6,5

Source : Statistique Canada.

Les autres principales productions végétales québécoises sont les légumes (excluant les pommes de terre) (15,2 %), les produits de l'érable (12,5 %), la floriculture et les pépinières (8,5 %), ainsi que les pommes de terre (4,8 %). Certaines de ces cultures, notamment les produits de l'érable et les légumes, ont également des possibilités de croissance des ventes à l'international.

Apport économique direct

Emplois

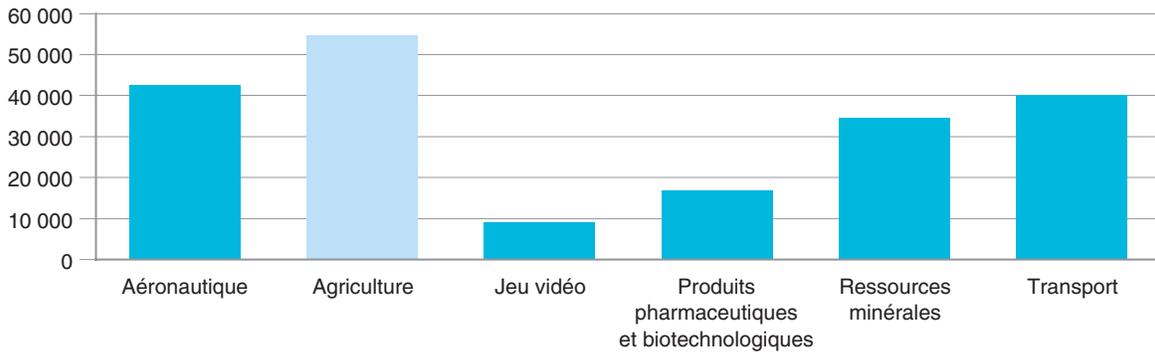
Au Québec, la production de biens représentait 23 % des emplois totaux en 2004, proportion qui a diminué à 18,8 % en 2013. Cette diminution est presque entièrement due à la réduction des emplois en fabrication, qui sont passés de 16,5 % des emplois totaux en 2004 à 11,6 % en 2013. En ce qui concerne l'agriculture, le Québec a vu le nombre d'emplois directement liés à ce secteur passer de 51 200 emplois à 55 800, soit une augmentation de près de 9 % en dix ans. Il faut toutefois noter que la tendance a été généralement au neutre sur l'ensemble de cet horizon temporel, et que donc ces gains enregistrés ne sont pas nécessairement

en voie de se poursuivre à court terme. Ces chiffres se comparent tout de même favorablement à la tendance observée au Canada dans son ensemble, alors que son secteur de l'agriculture a perdu 4,2 % de ses emplois (6,3 % si l'on exclut le Québec) pour passer de 328 800 à 314 900 emplois. Le nombre d'emplois du secteur de l'agriculture québécois est supérieur à celui des secteurs du jeu vidéo, des produits pharmaceutiques et biotechnologiques, des ressources minérales et du transport (voir graphique 4).

Graphique 4

Nombre d'emplois au Québec en 2013

(% du total)



Sources : Statistique Canada, tableau 282-0125; Investissement Québec; Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des produits pharmaceutiques et biotechnologiques du Québec; Sous-traitance industrielle Québec (STIQ). L'année 2013 est la dernière fournissant des estimations pour chaque catégorie.

Malgré tout, ce niveau d'emplois représente, tant au Québec qu'au Canada, moins de 2 % des emplois totaux, bien qu'il serait erroné de penser que l'apport de l'agriculture se limite simplement à son activité primaire. Comme l'illustre le chapitre sur l'évaluation de l'empreinte économique de l'industrie agroalimentaire au Québec, près de 11 % des emplois au Québec relèvent directement ou indirectement des activités liées à l'agriculture. Des emplois indirects et induits par le secteur de l'agriculture sont présents dans l'ensemble des régions du Québec, y compris dans les régions de Montréal et de Québec. Essentiels pour

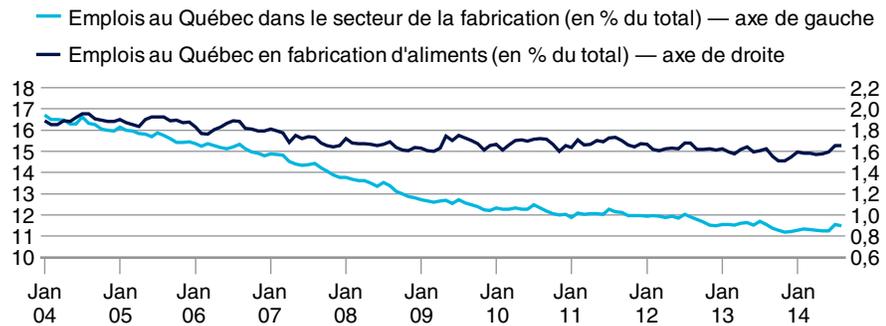
maintenir l'occupation du territoire québécois, ces emplois sont des vecteurs de développement économique dans l'ensemble des régions du Québec.

Le secteur de la fabrication d'aliments a maintenu sa proportion d'emplois au Québec à un niveau stable de 1,7 % (voir graphique 5). Parmi tous les emplois en fabrication au Québec, sa part a progressé et est passée de 11,6 % à 13,8 % au cours de la dernière décennie.

Graphique 5

Proportion des emplois dans les secteurs de la fabrication et de la fabrication d'aliments au Québec

(% du total)



Source : Statistique Canada.

Les emplois en fabrication d'aliments ont en effet été moins affectés que la fabrication en général, dont 24 % des emplois ont disparu au cours de la dernière décennie, comparativement à 9 % dans le secteur de la fabrication d'aliments. En tout, les emplois y sont passés de 60 750 en 2004 à 55 000 en 2013. Cependant, la performance varie selon les sous-secteurs de la fabrication d'aliments. Au regard des trois principaux secteurs de la fabrication d'aliments au Québec, la fabrication de produits de viande et les activités de boulangerie ont toutes deux perdu environ 20 % de leurs emplois, alors que les emplois dans la fabrication de produits laitiers ont crû de 12 %, ce qui excède même l'augmentation

Les gains annuels en productivité au Canada entre 2004 et 2013 ont été plus importants dans la fabrication d'aliments (+2,2 %) que dans la fabrication en général (+1,1 %).

moyenne de l'emploi de 8 % observée dans la province depuis 2004. Somme toute, les emplois en fabrication de nourriture en 2013 étaient concentrés autour de la viande (27 %), de la boulangerie (21 %) et des produits laitiers (16 %).

Productivité et fabrication d'aliments

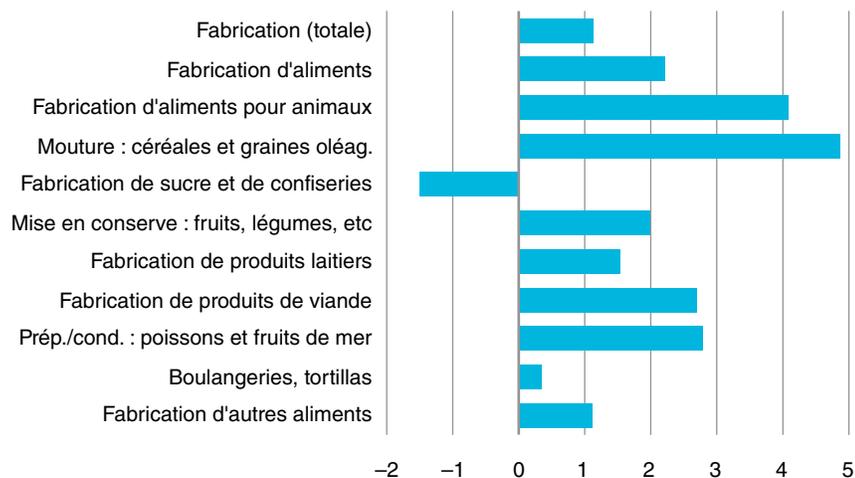
La transformation agroalimentaire occupe une place centrale dans la structure agroalimentaire au Québec. Ce maillon achète 70 % de la production agricole québécoise et représente environ 80 % des exportations internationales agroalimentaires du Québec. D'ailleurs, au cours de la dernière décennie, la fabrication d'aliments s'est distinguée par sa performance enviable sur le plan de la croissance de la productivité.

Bien que les emplois liés à la fabrication d'aliments soient moins nombreux qu'il y a une décennie, les gains en productivité de la main-d'œuvre dans ce secteur lui ont permis de maintenir son importance au sein des économies canadienne et québécoise. Les gains annuels en productivité au Canada entre 2004 et 2013 ont été plus importants dans la fabrication d'aliments (+2,2 %) que dans la fabrication en général (+1,1 %), les gains les plus substantiels étant enregistrés dans les sous-secteurs de la mouture de céréales (+4,9 %) et de la fabrication d'aliments pour animaux (+4,1 %) (voir graphique 6). En revanche, la fabrication de sucre et de confiseries a connu des pertes de productivité marquées (-1,5 %). Ce constat perdure depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), qui a permis aux producteurs mexicains de ce secteur de rivaliser favorablement avec les producteurs canadiens. En ce qui concerne les trois sous-secteurs les plus importants pour l'économie québécoise, la fabrication de produits de viande a surpassé la croissance moyenne de la productivité du secteur (+2,7 %), alors que celles des boulangeries (+0,3 %) et de la fabrication des produits laitiers (+1,5 %) ont été positives, mais plus faibles que la moyenne des gains en fabrication d'aliments.

Graphique 6

Croissance annuelle de la productivité dans la fabrication d'aliments au Canada de 2004 à 2013 (%)

(%)



Source : Statistique Canada.

Selon le tableau 2, qui présente les différents sous-secteurs de la fabrication d'aliments au Québec, le taux de croissance réel de la fabrication d'aliments depuis 2004 a surpassé celui de la fabrication totale. Les exportations liées à la fabrication d'aliments ont connu un meilleur rendement que l'ensemble de celles liées à la fabrication au Québec. Ce taux a même progressé ces dernières années, ayant affiché une croissance réelle de 6,1 % à la suite de la récession.

Tableau 2

Fabrication – livraisons et exportations nationales, Québec

(\$ de 2007)

	Livraisons		Exportations	
	Changement annuel en % (2004-2013)	Changement annuel en % (2010-2013)	Changement annuel en % (2004-2013)	Changement annuel en % (2010-2013)
Fabrication (totale)	-1,55	-0,60	-2,42	2,03
Fabrication d'aliments	0,91	-3,10	2,49	6,14
Fabrication d'aliments pour animaux	1,82	-0,87	6,40	10,42
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	—	—	11,16	13,78
Fabrication de sucre et de confiseries	-2,11	-12,83	4,02	6,40
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	3,30	5,18	5,13	8,46
Fabrication de produits laitiers	2,85	-0,85	0,44	11,92
Fabrication de produits de viande	-1,19	-6,71	1,06	4,25
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	—	—	-0,46	-1,60
Boulangeries et fabrication de tortillas	0,67	-9,96	-3,02	10,63
Fabrication d'autres aliments	2,20	3,99	4,18	7,92
Fabrication de boissons	—	—	0,62	16,34

Sources : Industrie Canada, Statistique Canada.

Opportunités et défis

Les deux vecteurs de croissance potentiels de l'industrie agroalimentaire sont : les débouchés possibles sur les marchés locaux québécois et canadiens, et ceux à l'international. Il existe des opportunités et des défis à chacun de ces niveaux.

Au Québec et au Canada : un marché à croissance lente

Au regard du marché intérieur, les facteurs qui contribuent à la croissance de la demande potentielle se résument principalement à la population et de ses revenus. Les occasions de croissance de l'industrie

se situeront donc principalement du côté du remplacement des produits importés par des produits faits au Québec.

La population québécoise a connu une croissance de 0,8 % par année entre 2004 et 2013. Selon les projections du Conference Board du Canada pour le Québec, ce rythme ralentira cependant à un taux annuel de 0,7 % entre 2014 et 2030, alors que la population québécoise passera de 8,2 à 9,2 millions d'habitants. En soi, toute augmentation de la population signifie plus de bouches à nourrir – ce qui est de bon augure pour l'industrie agroalimentaire. D'un autre côté, il faut se pencher sur l'évolution des composantes démographiques pour pouvoir brosser un portrait plus complet de la situation. En effet, la population québécoise continue de croître, mais celle-ci vieillit à un rythme plus rapide que celui observé dans l'ensemble du Canada, ce qui aura des conséquences directes sur les habitudes d'alimentation typiques. Le tableau 3 présente la composition démographique actuelle et projetée (2030) de la population québécoise par tranches d'âge. Il est important

Tableau 3
Quantité de calories nécessaires par jour par catégorie d'âge et répartition de la population québécoise

Âge	13-15	16-18	19-24	25-49	50-74	75 et plus	Total
Hommes	2 800	3 200	3 000	2 700	2 300	2 000	—
Femmes	2 200	2 100	2 100	1 900	1 800	1 700	—
Répartition de la population québécoise, 2014 et 2030							
Nombre d'hommes (2014)	123 194	136 534	326 798	1 400 778	1 290 987	240 540	3 518 831
Nombre de femmes (2014)	116 522	132 049	322 128	1 349 103	1 309 761	363 695	3 593 258
Nombre d'hommes (2030)	151 077	151 052	309 588	1 420 350	1 400 724	506 967	3 939 758
Nombre de femmes (2030)	144 014	143 986	296 545	1 382 970	1 389 011	619 323	3 975 849
Nombre de calories par jour (millions)							
Calories 2014	601	714	1 657	6 345	5 327	1 099	15 744
Calories 2030	740	786	1 552	6 463	5 722	2 067	17 328

Sources : Peng, *Canadian Consumer Trends in Obesity and Food Consumption*; Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

de noter l'explosion du nombre de 75 ans et plus, alors que la population sous cet âge demeurera relativement stable. Le tableau 3 nous présente également les calories absorbées quotidiennement par catégories d'âge. À partir de la mi-vingtaine, le nombre de calories nécessaires diminue d'environ 10 % pour les hommes et les femmes, et d'environ 15 % de plus lorsqu'ils atteignent la cinquantaine. Bref, la diminution de la population active entraînera une importante baisse du nombre de calories moyennes nécessaires par Québécois. Somme toute, le nombre de calories nécessaires par jour augmentera à un rythme inférieur à celui de la population, soit à un taux annuel d'à peine 0,6 %.

Toujours sur le plan local, la croissance de la population depuis 15 ans se fait davantage par l'immigration que par l'accroissement naturel de la population (les naissances moins les décès). Entre 2021 et 2030, plus des deux tiers de la croissance démographique se fera par l'arrivée de gens nés à l'extérieur du Canada. Cette information est d'une importance capitale pour les producteurs locaux, car qui dit différentes origines dit différentes coutumes, et notamment l'alimentation. Cela pourrait entraîner une augmentation de la demande de produits provenant de l'extérieur du Canada. Les producteurs québécois devront saisir cette occasion d'élargir leur offre de produits aux goûts et aux besoins d'une population qui s'accroîtra principalement grâce à l'immigration internationale.

Finalement, la croissance des revenus surpassera légèrement l'inflation sur l'horizon prévisionnel, alors qu'elle affichera un taux annuel moyen de 2,5 %, comparativement à un taux d'inflation prévu standard de 2,0 %. Bien que cela implique que les Québécois s'enrichissent à un rythme réel de 0,5 % par année, il n'est pas dit que cela se traduira par une hausse des dépenses en alimentation. En effet, deux théories s'opposent dans la littérature quant au lien de causalité entre les variations de revenus et les habitudes de consommation en alimentation. Selon la loi d'Engel, les besoins nutritionnels demeurent stables à mesure qu'un ménage s'enrichit; une augmentation du revenu serait donc accompagnée d'une diminution de la part de celui-ci dédiée à l'alimentation. Inversement, selon la loi de Bennett, une augmentation

Le défi des producteurs québécois sera de poursuivre et d'accélérer le remplacement des produits importés, une tendance bien amorcée au Québec.

des revenus mène à une substitution des habitudes de consommation, ce qui pousse le consommateur à se tourner vers des aliments de meilleure qualité et d'une plus grande valeur nutritive. L'impact sur les dépenses totales est donc incertain. Les forces combinées de ces deux dynamiques devraient faire en sorte qu'une part relativement faible de la croissance des revenus se transposera en dépenses liées à l'alimentation¹.

En somme, les tendances démographiques québécoises indiquent que la croissance de la demande sera plus lente que par le passé. Ainsi, la croissance de l'industrie sur les marchés québécois et canadiens ne doit pas reposer sur la croissance de la demande, mais plutôt sur la substitution des produits importés par des produits locaux sur les tablettes des épiceries et dans les restaurants. Le défi des producteurs québécois sera de poursuivre et d'accélérer le remplacement des produits importés, une tendance bien amorcée au Québec. Cela passera par une connaissance accrue des besoins des consommateurs, la différenciation des produits, un usage croissant des innovations technologiques et la promotion continue des avantages de la consommation des produits locaux. En ce qui concerne le marché canadien, les tendances démographiques sont très similaires à celles du Québec. Le défi consistera donc à accroître les parts de marché au détriment des autres producteurs dans un marché à faible croissance.

À l'international : des frontières qui disparaissent

Bien que la prolifération des accords de commerce et la concurrence internationale accrue qui en découle comportent certains risques pour l'industrie agroalimentaire québécoise, elles représentent aussi plusieurs occasions de croissance. Ces dernières se trouvent principalement du côté des produits transformés, qui constituent près de 80 % des exportations internationales agroalimentaires du Québec.

1 Norton, G., Alwang J. et Masters W. (2005). « The Economics of Food Demand » (chap. 3), dans *The Economics of Agricultural Development: World Food Systems and Resource Use*.

Transformation agroalimentaire : un important vecteur de croissance

Les exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec, surtout transformés, sont diversifiées autant que leurs destinations. La viande porcine, les préparations de cacao, les oléagineux non transformés, les fruits, les légumes et les préparations associées ainsi que les préparations alimentaires diverses représentent environ 60 % de la valeur totale des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec. Ces exportations sont dirigées dans plus de 150 pays, mais les États-Unis demeurent la principale destination.

Les marchés émergents ont connu une croissance économique impressionnante depuis la fin des années 1990, ce qui a permis une hausse continue des exportations de produits agroalimentaires québécois vers ces pays. L'augmentation des exportations agroalimentaires québécoises est principalement attribuable aux produits transformés et, dans une moindre mesure, aux céréales et aux animaux vivants. Alors que la tendance à la hausse s'est poursuivie pour les céréales et les oléagineux non transformés, dont les revenus accaparent maintenant 20 % des revenus totaux tirés des exportations de l'industrie agroalimentaire, la vente des animaux vivants ne représente aujourd'hui que 3 % des revenus provenant de l'exportation agroalimentaire. Par ailleurs, avec une croissance annuelle moyenne des exportations d'aliments transformés de 2,5 % au cours de la dernière décennie et de 6,1 % entre 2010 et 2013, ce vecteur de croissance des exportations poursuit sur sa lancée et représente un important potentiel de croissance pour l'industrie agroalimentaire québécoise.

Si la mondialisation a en effet frappé de plein fouet certains secteurs de la fabrication dans toutes les économies développées, celui de la fabrication alimentaire a démontré une forte résilience. Ce secteur a su profiter des occasions d'affaires découlant de la forte croissance économique des pays émergents, ainsi que de l'évolution de leur alimentation vers des denrées plus nutritionnelles telles que celles

offertes par les producteurs québécois et canadiens. Comme ces tendances devraient se poursuivre, ce vecteur de croissance de l'industrie agroalimentaire est prometteur pour l'économie québécoise.

Des produits québécois qui connaissent du succès à l'international

Voici quelques exemples de produits québécois qui sont parvenus à se démarquer à l'international.

- En 1997, le porc Nagano a été mis en marché avec l'objectif de percer le marché japonais. L'entreprise à l'origine de cette initiative, le Groupe Robitaille, a non seulement surpassé ses ambitions initiales, mais son produit connaît maintenant un impressionnant succès au Québec. Les exportations de porc biologique du Breton dans leur ensemble connaissent de bonnes années.
- Le sirop d'érable continue de gagner en popularité en Chine et au Japon. Principalement produit au Québec, les exportations canadiennes de sirop d'érable au Japon ont plus que quintuplé depuis quinze ans – les Japonais importent maintenant plus de 10 % des exportations de sirop d'érable canadien. Les exportations destinées à la Chine ont quant à elles quintuplé entre 2007 et 2010. En termes absolus, même si les revenus provenant de ces exportations demeurent relativement faibles, des régimes alimentaires plus diversifiés et un enrichissement de la classe moyenne des pays émergents offriront aux producteurs québécois des débouchés intéressants.
- L'engouement mondial pour les canneberges est à l'origine d'un autre récent succès québécois. Entre 2007 et 2010 seulement, les exportations de canneberges en valeur nominale ont plus que doublé.

Les divers accords de libre-échange conclus par le Canada bénéficient au Québec en améliorant les possibilités de réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière d'exportations agroalimentaires. Le Québec peut ainsi diversifier son portefeuille d'exportations, mais aussi mieux saisir les occasions d'affaires que présentent les différents marchés.

L'Accord économique et commercial global (AECG), l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, est la plus importante entente régissant des échanges bilatéraux au Canada depuis l'ALÉNA, signé il y a plus de 20 ans. Elle représente pour le Canada l'accès à un nouveau marché d'un demi-milliard de personnes qui amène son lot d'opportunités et de défis. D'un côté, l'accord offre un libre accès à un 7 % additionnel de la population mondiale. Cela représente une occasion d'affaires pour le secteur agroalimentaire québécois, qui pourra alors tenter d'étendre ses activités internationales.

Toutefois, un contingent de 16 000 tonnes de fromages fins et de 1 700 tonnes de fromages industriels est accordé à l'UE. Cela représente une augmentation du contingent de 17 700 tonnes de fromages pour atteindre un total de 38 111 tonnes. À ce titre, le gouvernement canadien s'est toutefois engagé à faire un suivi des incidences négatives et à compenser les acteurs de l'industrie canadienne touchés. En outre, en vertu de l'AECG, les producteurs canadiens pourraient exporter vers l'Union européenne jusqu'à 75 000 tonnes de porc par année, une augmentation importante comparativement au quota de 6 000 présentement en vigueur.

Ratifié en 2014, l'Accord de libre-échange Canada-Corée du Sud (ALECC) stipule que près de 87 % des produits agricoles canadiens envoyés en Corée du Sud se verront retirer leurs tarifs à l'importation, représentant une opportunité de taille pour l'avenir de l'industrie agroalimentaire québécoise.

Le Partenariat transpacifique est un accord multilatéral de libre-échange qui vise un accord commercial complet et un plus haut niveau de libéralisation du commerce dans la région de l'Asie-Pacifique. Douze pays y participent soient : les États-Unis, l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Chili, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Vietnam, le Mexique et le Canada.

Un meilleur accès à de nouveaux marchés, principalement ceux des pays émergents, représente des occasions d'affaires intéressantes pour les produits agroalimentaires québécois.

Bien qu'un ralentissement économique ait récemment touché les marchés émergents, ceux-ci continueront de connaître une croissance intéressante. Si le ralentissement limite les perspectives d'exportation vers ces destinations, il est intéressant d'observer – toutes choses étant égales par ailleurs – qu'il s'opère dans ces pays une transition vers des régimes alimentaires plus riches en protéines d'origine animale. En effet, l'augmentation du revenu a un impact sur le régime alimentaire : comme les habitants des pays émergents voient croître leurs revenus, ils se nourrissent davantage d'aliments plus riches en protéines d'origine animale et de meilleure qualité. Ils auront besoin d'un apport extérieur pour combler ces besoins en protéines d'origine animale, soit directement en achat de viandes ou en produits d'alimentation animale pour accroître leur production animale intérieure.

De plus, alors que la Chine continue de s'urbaniser à un rythme important, sa capacité de production agricole à court terme s'en trouve diminuée, ce qui explique la récente tendance vers une plus grande ouverture aux fournisseurs extérieurs.

Un meilleur accès à de nouveaux marchés, principalement ceux des pays émergents, représente des occasions d'affaires intéressantes pour les produits agroalimentaires québécois, notamment pour les produits transformés.

En somme, les nouvelles occasions à l'international qui découlent des accords commerciaux et des nouveaux besoins des populations des marchés émergents, de même que la poursuite des efforts de remplacement des produits importés par des produits faits au Québec, constituent les principaux vecteurs de développement de l'industrie agroalimentaire québécoise.

Les simulations du modèle de l'ISQ évaluent l'impact qu'un choc sur la consommation et l'exportation de produits agroalimentaires pourrait avoir sur les chaînes d'approvisionnement.

Évaluation de l'empreinte économique de l'industrie agroalimentaire

Méthodologie

Le but du présent rapport est de quantifier l'empreinte économique totale du secteur agroalimentaire québécois. Il est possible d'estimer les retombées économiques d'un secteur d'activité au moyen de modèles économiques qui permettent de comprendre les effets des variations de l'activité sectorielle sur l'ensemble de l'économie. L'effet le plus apparent est l'activité économique directement attribuable à un secteur (retombées directes), surtout associée aux salaires des personnes directement employées par le secteur et aux bénéfices des sociétés du secteur. Les activités normales d'un secteur engendrent une demande d'intrants en provenance d'autres secteurs (retombées indirectes ou sur la chaîne d'approvisionnement), tandis que les revenus résultant de ces activités sont à l'origine de nouvelles dépenses dans l'économie (retombées induites). Dans ce rapport, l'analyse de l'empreinte évalue l'ensemble des retombées directes, indirectes et induites sur l'économie (voir la section sur les définitions).

Les simulations du modèle intersectoriel du Québec de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) produisent des tableaux d'entrées-sorties du Québec qui montrent la relation par secteur d'activité entre la production brute et le PIB, l'emploi, les salaires, les importations ainsi que les recettes fiscales et parafiscales en fonction d'un choc spécifié. Les tableaux avec les données sur la production brute ont été utilisés pour effectuer des estimations du PIB et de l'emploi relatifs au secteur agroalimentaire du Québec.

Les simulations du modèle intersectoriel de l'ISQ ont été réalisées pour évaluer l'ensemble des retombées économiques de la consommation de produits agroalimentaires sur l'économie totale du Québec. Les simulations du modèle estiment l'impact qu'un choc sur la consommation de produits agroalimentaires dans les ménages du Québec pourrait avoir sur les chaînes d'approvisionnement du secteur. Le même processus a été utilisé pour évaluer l'ensemble des retombées économiques

des exportations de produits agroalimentaires sur l'économie totale du Québec. Les simulations du modèle mesurent également l'impact qu'un choc sur les exportations de produits agroalimentaires du Québec pourrait avoir sur les chaînes d'approvisionnement de l'économie.

Bien que les estimations des entrées-sorties fournissent une description très détaillée des liens établis avec la chaîne d'approvisionnement, le modèle provincial du Conference Board présente l'avantage d'évaluer les retombées économiques des revenus supplémentaires qui découlent des variations des salaires et des bénéfices. Le modèle prévisionnel provincial du Conference Board a permis d'évaluer les retombées induites supplémentaires sur l'économie afin d'estimer l'empreinte totale du secteur agroalimentaire sur l'économie québécoise, notamment sur le PIB, les emplois et les autres indicateurs économiques.

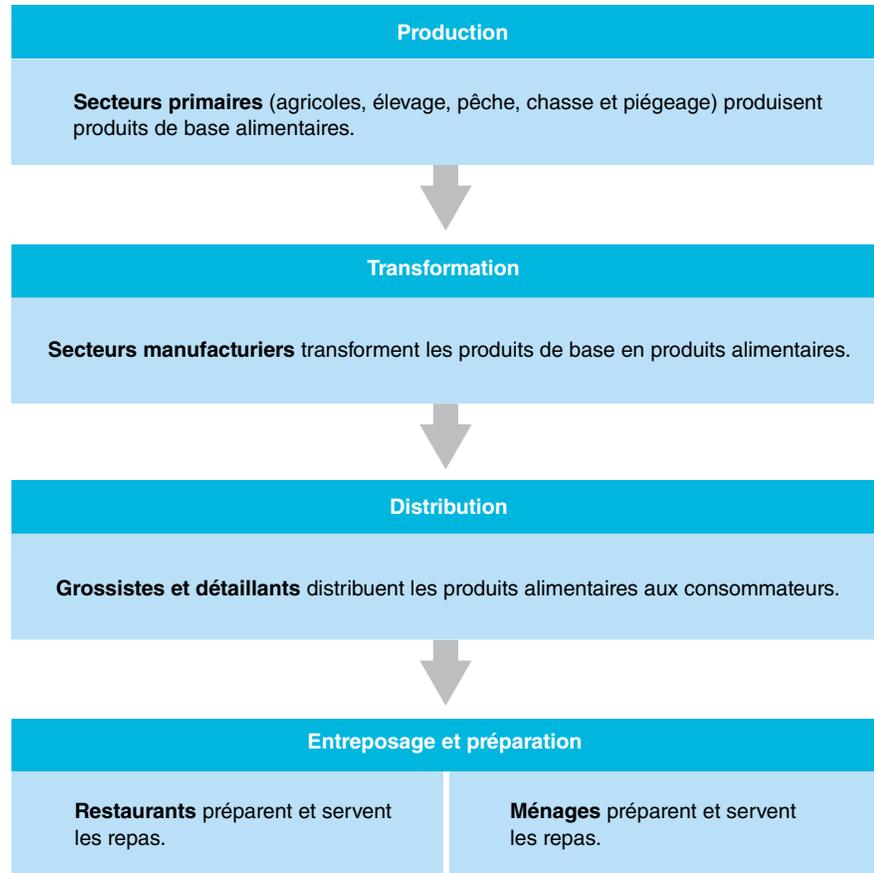
L'économie agroalimentaire est définie comme regroupant toutes les étapes relatives à l'approvisionnement de produits alimentaires. La figure 1 montre la chaîne d'approvisionnement de produits alimentaires, soit la production, la transformation, la distribution, l'entreposage et la préparation.

Empreinte économique de la consommation de produits agroalimentaires au Québec

En 2013, les dépenses sur les biens et services alimentaires, soit sur les produits alimentaires, les boissons alcoolisées, les boissons non alcoolisées et les services de restauration, sont évaluées à 37,8 G\$, ce qui représente près de 18 % de la consommation totale du Québec. De cette demande, 8,1 G\$ sont attribuables aux produits agroalimentaires importés.

Les retombées économiques de la production agricole et la fabrication de produits agroalimentaires s'élevaient à 2,9 G\$ en 2013 (en dollars courants). Il s'agit d'un apport direct à l'économie du Québec provenant des ventes, des emplois et des impôts générés par les sociétés et les entreprises individuelles qui exercent leurs activités dans ces secteurs. Les retombées économiques totales attribuables à la consommation de produits agroalimentaires des ménages québécois sont toutefois

Figure 1
Chaînes d'approvisionnement des produits alimentaires



Source : Le Conference Board du Canada.

beaucoup plus vastes si l'on tient compte des retombées sur la chaîne d'approvisionnement (retombées indirectes) et des retombées induites.

Les retombées indirectes mesurent la demande générée sur la chaîne d'approvisionnement par la consommation des ménages québécois à l'égard des produits et des services du secteur agroalimentaire qui sont nécessaires comme intrants. Des retombées induites surviennent lorsque les employés du secteur agroalimentaire – et les travailleurs qui y sont associés par la chaîne d'approvisionnement – dépensent ce qu'ils gagnent pour acheter des produits et des services. Ces dépenses ont

des retombées économiques supplémentaires qui prennent la forme de nouveaux emplois et d'activités dans d'autres secteurs de l'économie. La somme des retombées directes, indirectes et induites correspond à l'apport global, ou l'empreinte économique globale, de ce secteur à l'économie du Québec.

Le Conference Board estime que l'empreinte économique totale de la consommation agroalimentaire (voir tableau 4) des ménages québécois s'est établie à 22,9 G\$ en 2013, soit 6,3 % du PIB total.

Tableau 4

Empreinte économique de la consommation d'aliments au Québec : principaux indicateurs

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

PIB réel aux prix du marché (en millions \$ courants)	22 904
Emploi	383 240
Revenu personnel (en millions \$ courants)	12 948
Bénéfices des sociétés (en millions \$ courants)	8 222
Taxes provinciales totales (en millions \$ courants)	6 057
Impôt provincial sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	986
Impôt provincial sur le revenu des sociétés (en millions \$)	683
Taxes provinciales indirectes (en millions \$)	3 889
Autres taxes provinciales (en millions \$)	499
Taxes fédérales totales (en millions \$)	3 843
Impôt fédéral sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	862
Impôt fédéral sur le revenu des sociétés (en millions \$)	934
Taxes fédérales indirectes prévues (en millions \$)	2 047

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

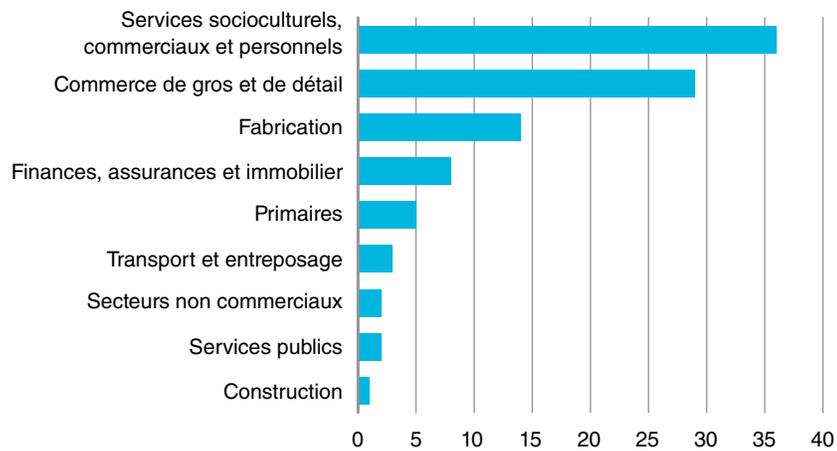
L'empreinte économique associée à la consommation de produits agroalimentaires des ménages québécois laisse sa marque dans presque tous les secteurs d'activités au Québec. Les principaux impacts sont observés dans les secteurs des services socioculturels,

commerciaux et personnels (reliés en majorité aux services de restauration), du commerce de gros et de détail, ainsi que dans les secteurs de la fabrication. Comme l'illustre le graphique 7, ces trois secteurs forment 80 % de l'empreinte économique associée à la consommation de produits agroalimentaires au Québec.

Graphique 7

Proportion de la valeur ajoutée au PIB par la consommation québécoise, par secteur

(%)



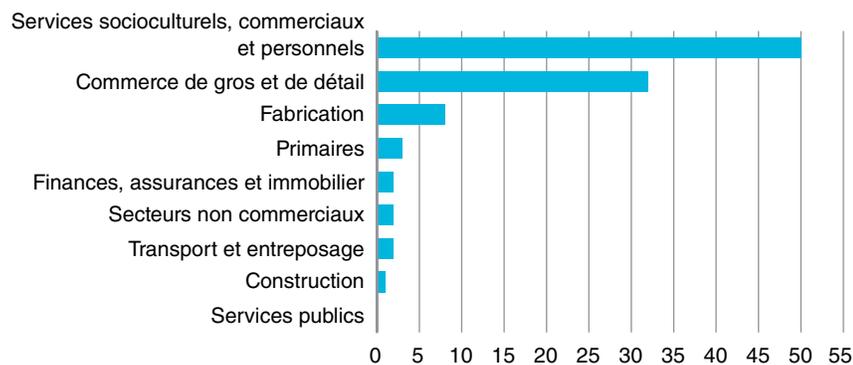
Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

La mesure des retombées directes sur l'emploi et des emplois attribuables aux retombées indirectes et induites montrent que la consommation de produits agroalimentaires des ménages québécois a soutenu environ 383 240 emplois en 2013. De ce nombre, plus de 80 % se retrouvent dans les secteurs des services socioculturels, commerciaux et personnels, ainsi que dans le commerce de gros et de détail, comme l'illustre le graphique 8. Les revenus personnels associés à cette activité économique sont estimés à 12,9 G\$, tandis que les bénéfices des sociétés sont estimés à 8,2 G\$.

Graphique 8

Proportion des emplois soutenus par la consommation au Québec, par secteur

(%)



Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

L'activité économique associée à la consommation de produits agroalimentaires au Québec génère presque 6,1 G\$ de revenus gouvernementaux supplémentaires au palier provincial et 3,8 G\$ au palier fédéral par les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que par les taxes indirectes, soit la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). La majorité des recettes gouvernementales viennent des taxes indirectes aux deux paliers du gouvernement (voir graphique 9).

Empreinte économique des exportations agroalimentaires du Québec

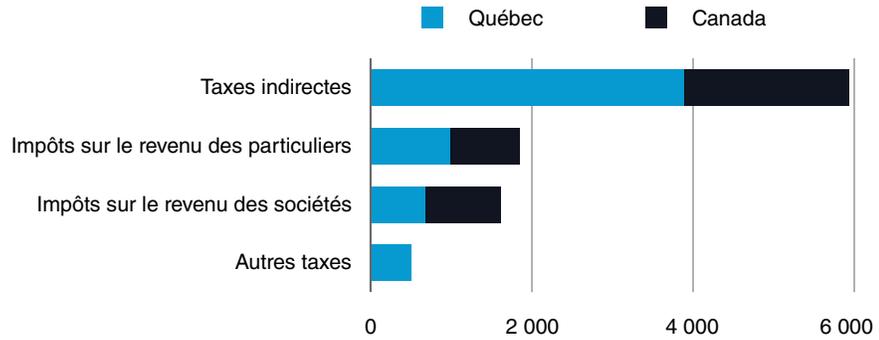
Le même exercice a été répété afin d'évaluer l'empreinte de la production de produits agroalimentaires exportés, tant dans le reste du Canada qu'à l'international. Le Conference Board estime que l'empreinte économique totale (voir tableau 5) de la production agroalimentaire destinée à l'exportation s'est établie à 11,4 G\$, ou 3,1 % du PIB total.

Le secteur agroalimentaire du Québec a un multiplicateur économique à l'unité, c'est-à-dire que chaque tranche de 1 \$ d'augmentation du PIB réel attribuable à ce secteur équivaut à un accroissement total

Graphique 9

Recettes des gouvernements du Québec et du Canada soutenues par la consommation au Québec

(millions \$ courants)



Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5

Empreinte économique des exportations d'aliments au Québec : principaux indicateurs

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

PIB réel aux prix du marché (en millions \$ courants)	11 418
Emploi	120 235
Revenu personnel (en millions \$ courants)	6 549
Bénéfices des sociétés (en millions \$ courants)	4 844
Taxes provinciales totales (en millions \$ courants)	1 514
Impôt provincial sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	498
Impôt provincial sur le revenu des sociétés (en millions \$)	400
Taxes provinciales indirectes (en millions \$)	367
Autres taxes provinciales (en millions \$)	249
Taxes fédérales totales (en millions \$)	1 742
Impôt fédéral sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	1 001
Impôt fédéral sur le revenu des sociétés (en millions \$)	548
Taxes fédérales indirectes prévues (en millions \$)	193

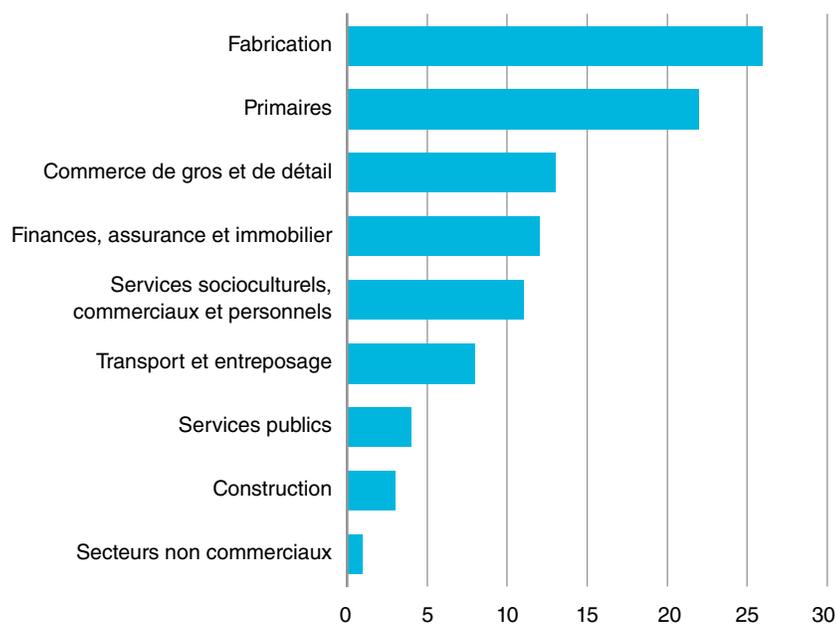
Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Les retombées attribuables aux exportations de produits agroalimentaires québécois indiquent que celles-ci ont soutenu 120 235 emplois en 2013.

du PIB réel provincial de 1 \$, lorsque les retombées sur la chaîne d'approvisionnement et les retombées induites sont prises en compte.

L'empreinte économique des exportations de produits agroalimentaires du Québec laisse également sa marque dans tous les secteurs d'activités au Québec. Mais, contrairement aux résultats de la simulation sur la consommation, les principaux impacts s'observent dans les secteurs de la fabrication et les secteurs primaires (voir graphique 10).

Graphique 10
Proportion de la valeur ajoutée au PIB des exportations du Québec, par secteur (%)

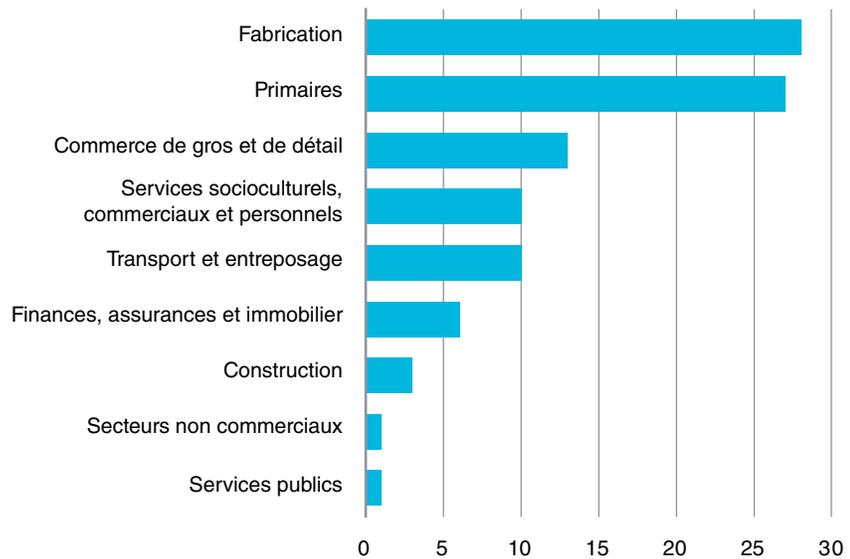


Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

Les retombées attribuables aux exportations de produits agroalimentaires québécois indiquent que celles-ci ont soutenu 120 235 emplois en 2013. De ce nombre, la majorité des emplois se retrouvent dans les secteurs de la fabrication et primaires (voir

graphique 11). Les retombées de cette activité économique sur les revenus des ménages sont estimées à 6,5 G\$, tandis que les bénéfices aux sociétés sont estimés à 4,8 G\$.

Graphique 11
Proportion des emplois soutenus par les exportations du Québec,
par secteur
 (%)



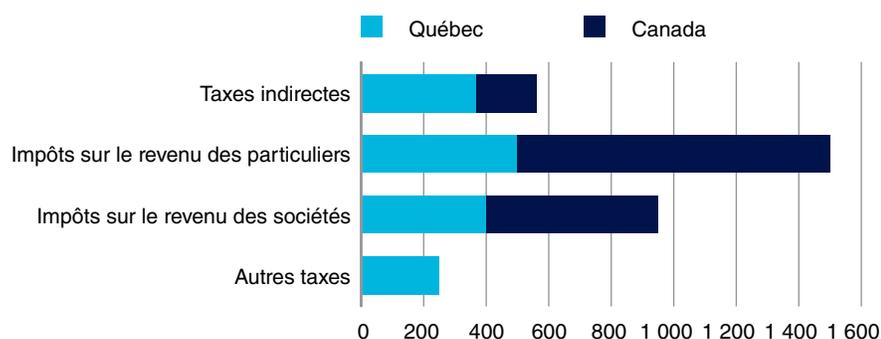
Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

La production de produits agroalimentaires exportés rapporte 1,5 G\$ en revenus gouvernementaux additionnels au palier provincial et 1,7 G\$ au palier fédéral par l'entremise des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que des taxes indirectes, soit les taxes de vente. La majorité des recettes gouvernementales provient des impôts sur le revenu des particuliers dans le cas de la production destinée à l'exportation (voir graphique 12).

Graphique 12

Recettes des gouvernements du Québec et du Canada soutenues par les exportations du Québec

(millions \$)



Empreinte économique globale de l'industrie agroalimentaire

Selon les modélisations du Conference Board, l'empreinte économique globale de l'industrie agroalimentaire québécoise (consommation domestique et exportations) représentait en 2013 quelque 34,3 G\$ du PIB aux prix du marché. Le nombre d'emplois soutenus dans l'économie s'élevait quant à lui à près de 503 500.

L'empreinte économique globale du secteur agroalimentaire représentait donc 9,4 % du PIB total du Québec et 12,5 % de l'emploi total. La hausse globale de l'activité économique s'est traduite par des revenus personnels de 19,5 G\$. De plus, les recettes fiscales globales perçues au titre de cette activité se chiffraient à 13,1 G\$, ce qui comprend des impôts indirects ainsi que les impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers aux paliers provincial et fédéral.

La simulation du modèle permet également de calculer les multiplicateurs économiques du Québec provenant d'une augmentation des exportations de produits alimentaires. Comme mentionné dans la section précédente, les accords de libre-échange et la forte croissance économique des pays en développement offrent de nombreuses occasions d'affaires aux producteurs agroalimentaires du Québec.

Cela dit, les simulations effectuées par le Conference Board indiquent qu'une augmentation permanente de 100 M\$ des exportations agroalimentaires (ce qui représente moins de 1 % des niveaux actuels des exportations agroalimentaires) entraînerait une hausse du PIB de 100 M\$, créerait plus de 1 000 emplois supplémentaires, et permettrait aux gouvernements d'accroître leurs recettes de 28,4 M\$ (soit 13,2 M\$ au palier provincial et 15,2 M\$ au palier fédéral).

Conclusion

L'industrie agroalimentaire du Québec a relativement bien performé au cours de la dernière décennie, affichant une croissance généralement supérieure à celle de l'économie globale.

Par l'intermédiaire des exportations et de la consommation intérieure, le secteur agroalimentaire a un impact considérable sur l'économie du Québec. En 2013, l'empreinte économique globale de cette industrie québécoise, c'est-à-dire ses retombées directes, indirectes et induites sur l'économie locale, s'élevait à 34,3 G\$ du PIB, soit 9,4 % du PIB total du Québec. Ce secteur d'activité soutenait par ailleurs près de 503 500 emplois dans toutes les régions, soit 12,5 % de l'emploi total au Québec.

Compte tenu de la lente croissance démographique et du vieillissement de la population (tant au Québec qu'au Canada), les perspectives de croissance se situent davantage du côté des marchés internationaux, notamment pour les produits transformés. La prolifération des accords de libre-échange accroîtra les pressions visant l'élimination des obstacles au commerce, mais elle ouvrira du même coup d'importants débouchés au secteur agroalimentaire. D'ailleurs, au cours des dernières années, le secteur agroalimentaire québécois a réussi à accroître ses exportations et à prendre de l'expansion sur des marchés internationaux situés bien au-delà des États-Unis.

D'après les simulations économiques effectuées dans le cadre du présent rapport, une augmentation permanente de 100 M\$ des exportations agroalimentaires du Québec entraînerait une hausse du PIB équivalente, créerait plus de 1 000 emplois supplémentaires, et permettrait aux gouvernements d'accroître leurs recettes de 28,4 M\$ (soit 13,2 M\$ au palier provincial et 15,2 M\$ au palier fédéral).

ANNEXE A

Données sur l’empreinte économique

Données supplémentaires sur l’empreinte économique de la consommation québécoise d’aliments

Tableau 1

Empreinte économique de la consommation québécoise d’aliments : principaux indicateurs

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
PIB aux prix du marché (en millions \$ courants)	22 904
PIB réel aux prix de base (en millions \$ de 2007)	18 750
Emploi	383 240
Revenu personnel (en millions \$ courants)	12 948
Bénéfices des sociétés (en millions \$ courants)	8 222
Impôt provincial sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	986
Impôt provincial sur le revenu des sociétés (en millions \$)	683
Taxes provinciales indirectes (en millions \$)	3 889
Autres taxes provinciales (en millions \$)	499
Taxes provinciales totales (en millions \$)	6 057
Impôt fédéral sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	862
Impôt fédéral sur le revenu des sociétés (en millions \$)	934
Taxes fédérales indirectes prévues (en millions \$)	2 047
Taxes fédérales totales (en millions \$)	3 843

Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

**Empreinte économique de la consommation québécoise
d'aliments : PIB en termes de dépenses, millions \$ courants**

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
Dépenses de consommation	39 027
Dépenses de consommation, biens non durables	37 897
Administration publique	378
Formation brute de capital fixe	790
Demande intérieure finale	41 050
Exportations	–
Importations	18 147
Produit intérieur brut aux prix du marché	22 904

Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la Statistique du Québec.

Tableau 3

**Empreinte économique de la consommation québécoise
d'aliments : PIB réel et emploi par industrie**

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
PIB réel aux prix de base (en millions \$ de 2007)	18 750
Agriculture	891
Autres secteurs primaires	50
Fabrication	2 681
Construction	216
Services publics	347
Transport et entreposage	545
Commerce de gros et de détail	5 369
Finances, assurances et immobilier	1 413
Services socioculturels, commerciaux et personnels	6 844
Secteurs non commerciaux	394
Emploi total	383 240

(à suivre...)

Tableau 3 (suite)

Empreinte économique de la consommation québécoise d'aliments : PIB réel et emploi par industrie

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
Agriculture	11 659
Autres secteurs primaires	380
Fabrication	30 126
Construction	2 729
Services publics	740
Transport et entreposage	7 858
Commerce de gros et de détail	122 578
Finances, assurances et immobilier	9 107
Autres industries des services commerciaux	189 973
Secteurs non commerciaux	8 090

Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

Données supplémentaires sur l'empreinte économique des exportations québécoises d'aliments

Tableau 4

Empreinte économique des exportations québécoises d'aliments : principaux indicateurs

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
PIB aux prix du marché (en millions \$ courants)	11 418
PIB réel aux prix de base (en millions \$ de 2007)	11 001
Emploi	120 235
Revenu personnel (en millions \$ courants)	6 549
Bénéfices des sociétés (en millions \$ courants)	4 844

(à suivre...)

Tableau 4 (suite)

**Empreinte économique des exportations québécoises d'aliments :
principaux indicateurs**

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
Impôt provincial sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	498
Impôt provincial sur le revenu des sociétés (en millions \$)	400
Taxes provinciales indirectes (en millions \$)	367
Autres taxes provinciales (en millions \$)	249
Taxes provinciales totales (en millions \$)	1 514
Impôt fédéral sur le revenu des particuliers perçu (en millions \$)	1 001
Impôt fédéral sur le revenu des sociétés (en millions \$)	548
Taxes fédérales indirectes prévues (en millions \$)	193
Taxes fédérales totales (en millions \$)	1 742

Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5

**Empreinte économique des exportations québécoises d'aliments :
PIB en termes de dépenses, millions \$ courants**

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
Dépenses de consommation	4 454
Administration publique	247
Formation brute de capital fixe	1 253
Demande intérieure finale	6 186
Exportations	11 457
Importations	6 226
Produit intérieur brut aux prix du marché	11 418

Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la Statistique du Québec.

Tableau 6

**Empreinte économique des exportations québécoises d'aliments :
PIB réel et emploi par industrie**

(total des retombées directes, indirectes et induites en 2013)

	2013
PIB réel aux prix de base (en millions \$ de 2007)	11 001
Agriculture	2 114
Autres secteurs primaires	289
Fabrication	2 863
Construction	317
Services publics	489
Transport et entreposage	850
Commerce de gros et de détail	1 424
Finances, assurance et immobilier	1 343
Services socioculturels, commerciaux et personnels	1 176
Secteurs non commerciaux	138
Emploi total	120 235
Agriculture	29 045
Autres secteurs primaires	2 061
Fabrication	32 516
Construction	4 002
Services publics	1 115
Transport et entreposage	11 189
Commerce de gros et de détail	18 038
Finances, assurances et immobilier	6 459
Autres industries des services commerciaux	14 221
Secteurs non commerciaux	1 588

Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.



3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
4^e étage, bur. 4.311
Montréal (Québec) H3T 2A7
Tél. : 514-340-6449

institutduquebec.ca



Un partenariat entre



HEC MONTRÉAL